

# Giáo Hội Phật Giáo Việt Nam Thống Nhất Âu Châu

Chùa Association Bouddhique



*Khánh Anh*

Bagneux, le 30 Août 2005

**Madame Marie-Hélène Amiable  
Maire de la Ville de Bagneux  
Hôtel de Ville  
57 avenue Henri Ravera  
92 220 Bagneux**

Madame le Maire,

Vous exprimez, dans le courrier que vous nous avez adressé le 23/08/05, vos inquiétudes quant au respect des normes d'hygiène et de sécurité dans notre Pagode qui reçoit de nombreuses personnes venant assister aux cérémonies, en particulier les jours de grandes fêtes et de fin de semaine.

Vous proposez par ailleurs de nous rencontrer et d'examiner ensemble les points cités ci-dessus en vue de servir l'intérêt du public. Nous avons également, dans une lettre qui vous a été transmise ce même jour du 23/08/05, émis le souhait d'organiser prochainement un échange avec vous.

Nous vous remercions, encore une fois, de la bonne intention que vous portez à notre Association.

Permettez-nous cependant par la présente de revenir aux **problèmes d'hygiène et de sécurité** concernant notre Pagode Khanh Anh, évoqués dans votre dernier courrier.

Préalablement à votre lettre du 23/08/05, un procès-verbal de constatation a été établi le 26/07/05 par les services d'inspection de la Municipalité de Bagneux. Cette commission est venue sans aucun avertissement, alors que nous étions tous à Amiens du 21/07 au 31/07 pour organiser le 17<sup>ième</sup> Séminaire Annuel Bouddhique Européen. La délégation a effectué unilatéralement son inspection sans notre présence, ni celle d'une personne ayant délégation de pouvoir de l'Association, aussi le procès-verbal du 26/07/05 ne comporte-t-il pas la signature d'un représentant de notre Association. Plus étonnant encore, dans ce document ne figure que la signature d'un gardien principal de police municipale, alors qu'il s'agissait d'une délégation de la Mairie avec mention des noms et fonctions des différents responsables de service (Urbanisme, Hygiène). Un tel procès-verbal est-il conforme aux procédures légales ?

En outre, ce procès-verbal nous a interpellés sur les 2 points suivants :

- **Sécurité** : la présence derrière la Pagode de plus de 20 bouteilles de gaz – la moitié étant des bouteilles pleines – et d'une véranda maintenue en suspension par une corde reliée à une branche d'arbre (sans poteau de support)
- **Hygiène** : des bottes de légumes et des fruits frais posés à l'extérieur sur une étagère, à proximité des instruments de cuisine (vous avez certainement conservé une copie de ce procès-verbal)

Pourtant, à notre retour à la Pagode Khanh Anh le 01/08/05, nous avons immédiatement fait le nécessaire pour les bouteilles de gaz, rendant les bouteilles vides et remplaçant les bouteilles restantes (utilisées en cuisine), chose que nous n'avons pu faire avant notre départ pour le séminaire, faute de temps. D'autre part, la véranda servant de protection contre la pluie est maintenue par un câble industriel, du même type que ceux utilisés pour amarrer les marchandises transportées en avion, et qui peut supporter une charge de plus de 300kg. Suite à votre remarque, nous l'avons toutefois renforcé afin d'en augmenter encore la solidité.

Sur le plan hygiénique, les bottes des légumes et les fruits étaient des restes destinés à être jetés. Par manque de temps avant notre départ, certaines choses avaient été laissées en vrac. Nous avons cependant fait suite à vos observations et avons remis de l'ordre là où le besoin s'en ressentait : tout ce qui n'était pas en ordre a été rangé ou jeté. Excepté le procès-verbal du 26/07/05, nous n'avons jamais reçu aucune consigne au sujet des problématiques d'hygiène et de sécurité durant ces 30 dernières années.

En temps ordinaire, préalablement à un arrêté de suspension d'activité visant un organisme, (un restaurant par exemple), il doit y avoir des avertissements pour réaliser tel ou tel changement, avec un délai d'exécution. Ce n'est qu'au terme d'un contrôle final constatant la non-conformité des travaux, qu'un arrêté de suspension d'activité peut être établi.

La Pagode Khanh Anh n'a pu bénéficier d'une telle procédure. S'appuyant sur le rapport cité ci-dessus établi le 26/07/05, Madame le Maire Adjoint a signé au nom de Madame le Maire, alors absente, l'arrêté de suspension d'activité (dite de « restauration ») le jour même. Force est de constater que notre Pagode, après 30 années d'existence, ne mérite même pas le traitement octroyé à un restaurant !

Vous écrivez dans votre réponse du 23/08/05 « la Municipalité s'est vue dans l'obligation d'agir rapidement, afin d'assurer la sécurité publique [...] C'est la raison pour laquelle un arrêté municipal a immédiatement été pris » : un avertissement ou un échange aurait-il été une perte de temps ? Ce raisonnement apparaît de prime abord logique, mais il existe d'autres arrangements bien plus conciliants. Si les bouteilles représentaient un réel danger, une simple parole ou un appel téléphonique nous demandant de faire le nécessaire pour déstocker au plus vite les bouteilles de gaz n'aurait-il pas permis d'ajuster au mieux la situation ? Or, ce qui n'a pas été le cas.

Pour preuve, à notre retour le 01/08/05, les bouteilles de gaz étaient encore présentes. Les fidèles bouddhistes allaient et venaient comme de coutume à la Pagode. Depuis l'évacuation des bouteilles de gaz vides et le remplacement de celles utilisées jusqu'à la Grande Fête Vu Lan du 21/08/05, les visiteurs continuent d'affluer à la Pagode, et nous n'avons noté ni incident lié aux bouteilles de gaz utilisées en cuisine ni de problème au sujet de la véranda (suspendue par un câble industriel, avec les extrémités fixées au mur par des crochets en fer).

Par ailleurs, une commission de sécurité en présence de pompiers est venue au cours de la Grande Fête Vu Lan du 21/08/05 rassemblant près de 300 personnes (vous confirmez avoir sollicité cette intervention dans votre courrier du 23/08/05). Elle a été reçue et a procédé à l'inspection de divers endroits. Le responsable de la commission nous a confié à son départ n'avoir rien remarqué qui puisse représenter un danger majeur imminent.

### **Où est alors le danger immédiat qui justifie un arrêté urgent décidé en une journée, outrepassant la procédure régulière ?**

Vous rappelez également dans votre courrier le respect des normes d'hygiène. Comme écrit précédemment, excepté le procès-verbal du 26/07/05, aucune autorité ne nous a jamais concrètement instruits des normes d'hygiène applicables aux pagodes bouddhiques qui comme la nôtre ne consomment que des produits végétariens (légumes, soja) et aucun alcool.

En somme, **nous n'avons jamais reçu au cours des 30 dernières années de directives concernant la sécurité et l'hygiène**. Nous n'avons connaissance d'aucun texte traitant des normes d'hygiène pour les produits végétariens dans les pagodes bouddhiques vietnamiennes (produits végétariens vietnamiens, et non indiens). Et vous avez pris la décision d'interdire immédiatement la confection des plats végétariens présentés en offrande aux ancêtres, acte que vous qualifiez de « **restauration** » non conforme aux « **normes d'hygiène** » : comment ne pas provoquer la stupéfaction et l'indignation des personnes pratiquant le culte des ancêtres comme nous ?

Vous évoquez dans cette même lettre du 23/08/05 un certain nombre de plaintes des riverains pour nuisances. Or le procès-verbal du 26/07/05 ne mentionne que des plaintes pour le bruit. Nous souhaitons ici vous exposer certains faits qui vous permettront de mieux appréhender la situation. Sauf erreur de notre part, il s'agit de la plainte d'une personne résidant de l'autre côté de l'avenue Henri Barbusse, à plus de 20 mètres de l'entrée principale de la Pagode. Au début du mois de juillet fort chaud, la porte principale de la Pagode restait ouverte afin de créer un faible courant d'air, laissant échapper vers 14h le bruit des prières, que, malgré celui de la circulation de l'avenue Henri Barbusse, notre voisin a tout de même entendu ! Par deux fois, il a traversé la rue, pénétré dans notre cour, monté les marches et fermé la porte en pleine séance de prières. Les bouddhistes présents ont su conserver leur calme et n'ont pas répondu à cette intrusion. Si l'un d'eux avait réagi, provoquant une échauffourée voire des blessures, qui aurait porté la responsabilité de ces conséquences ? Une personne ordinaire ne pourrait se permettre de s'introduire chez autrui et lui fermer sa porte, a fortiori dans une pagode alors que de nombreuses personnes effectuent sereinement leurs prières. Nous avons des raisons de porter plainte contre notre voisin, or c'est lui qui est allé se plaindre de nous auprès de la Mairie.

Suite à cette plainte du voisin en face de la pagode Khanh Anh, la Mairie aurait dû résoudre le soi-disant problème de bruit sur place ou nous faire des recommandations. Or, sous prétexte d'une plainte de riverain, la Mairie a envoyé une délégation plurivalente (Urbanisme, Hygiène...) dresser un procès-verbal sans notification préalable, ni demander la présence d'une personne responsable, et produire un arrêté d'interdiction immédiate du **"service de restauration" !** Ce procédé ne nous semble pas rigoureux, pour ne pas l'assimiler à un abus de pouvoir.

J'ai souvent entendu qu'un certain nombre d'Occidentaux (je précise bien, seulement un certain nombre) pensent que la plupart des gens venus d'autres continents, dont les Vietnamiens font partie, sont en dehors des règles, hors-la-loi, frauduleux, faux, ignorants, sales, désordonnés, indisciplinés...

Je vis en France depuis plus de 30 ans et connais bien ce fait. C'est pourquoi, je ne cesse d'exhorter la communauté bouddhique et vietnamienne de s'adapter au cadre de vie et de respecter les lois et les règles édictées par les autorités locales. Mais, **je ne pourrai retenir leurs réactions s'ils ont le sentiment d'être traités avec mépris et contraints à accepter une décision arbitraire et injuste, à l'encontre des libertés fondamentales d'un pays reconnu pour ses traditions démocrate et altruiste**. Pour la simple raison que ces mêmes personnes ont dû il y a 30 ans au péril de leur vie s'exiler afin de pouvoir vivre librement et exercer leur foi sans être réprimées.

Madame le Maire,

Le courrier que vous nous avez adressé le 23/08/05 a apparemment été envoyé également à toutes les personnes qui vous ont fait parvenir par voie postale ou électronique leur pétition. L'effet de votre courrier est relatif. Cela a provoqué de la crainte et du désarroi chez un grand nombre de personnes, en particulier celles qui ont confié à la Pagode Khanh Anh le culte de leurs parents défunts. Elles s'enquêtent de l'avenir de la Pagode : la Pagode poursuivra-t-elle ses activités ou sera-t-elle tenue de fermer ses portes ? Pourront-elles alors continuer à commémorer leurs ancêtres régulièrement, comme elles ont pu le faire durant ces 30 dernières années ? Or, vous avez souligné dans votre lettre **vouloir respecter la liberté de culte et vous soucier seulement du problème d'hygiène et de la sécurité**

**public.** Ce point renforce encore leur crainte, car ces personnes ont déjà entendu ce genre de déclaration et se souviennent de leur triste expérience dans les pays qu'elles ont été obligées de quitter. C'est vraiment paradoxal. Elles nous demandent encore **pourquoi la Mairie a attendu 30 ans pour vouloir s'occuper de leur hygiène et de leur sécurité. N'y a-t-il pas une quelconque autre intention ?**

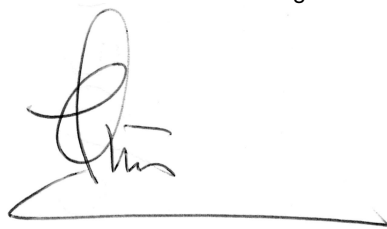
C'est la raison de cette longue lettre à votre intention, lettre que nous envoyons aussi à tous les compatriotes et fidèles bouddhistes en France et en Europe, en particulier aux 600 familles pratiquant le culte de leurs ancêtres annuellement à la pagode Khanh Anh. Ces personnes s'impatientent et s'inquiètent de l'arrêté municipal du 26/7/05 **interdisant la préparation des plats végétariens présentés en offrande aux ancêtres** (que vous qualifiez de restauration) A ma connaissance, jusqu'à ce jour (30/08/05) **plus de 2000 personnes en France et à l'étranger ont envoyé une pétition à la Mairie de Bagneux**, exprimant leur avis et sollicitant l'annulation de l'arrêté municipal du 26/07/05. Et bien que vous ayez témoigné dans votre dernier courrier de votre attachement à la tradition d'accueil de toutes les représentations religieuses et culturelles dans la ville de Bagneux, n'avez-vous pas cependant maintenu l'arrêté ?

Madame le Maire,

La nature humaine est perfectible. Tous les différends peuvent être résolus par la compréhension, la tolérance et l'équité. Aussi, suis-je persuadé que sur ces bases nous pourrions échanger et parvenir ensemble à nous accorder, quel que soit le degré de difficulté.

Dans l'attente d'une rencontre constructive entre la Mairie de Bagneux et l'Association Bouddhique Khanh Anh,

Nous vous prions d'agréer, Madame le Maire, l'expression de notre considération distinguée.



Vénérable Thich Minh Tâm  
Président de l'Association Bouddhique Khanh Anh  
Président de la Congrégation Bouddhique  
Vietnamienne Unifiée en Europe

CC :

- Monsieur le Préfet des Hauts de Seine
- Monsieur le Sous-Préfet d'Antony
- Monsieur le Commissaire de Police de Bagneux, Chef de la Circonscription de Bagneux
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- Monsieur le Responsable du Service de la Police municipale

14 Av Henri Barbusse. 92220 Bagneux (FRANCE) tél : 01 46 55 84 44. fax : 01 47 35 59 08. E-mail : kxanhxanh@free.fr

**A l'attention des personnes ayant reçu une réponse de la Mairie de Bagneux par email ou courrier.**

La lettre de Madame le Maire de Bagneux, datée du 23/8/05, ne répond pas au fond du sujet.

Elle parle de contrôle d'hygiène et de sécurité. Soit, mais aucun contrôle véritable n'a eu lieu, aucun avertissement ni de délai pour remédier à une quelconque imperfection n'a été donné avant la décision d'interdiction immédiate. Serait-ce sur la base d'un vague rapport unilatéral établi sans la présence de l'intéressé que l'Arrêté a été signé le jour même du 26/7/05 ? Dans ce cas **"l'arrêté"** est-il sérieux et conforme à la loi ? **Ou doit-il y avoir une quelconque obscure raison ?**

Madame le Maire prétend respecter la liberté de culte. Or dans le Bouddhisme, le culte des ancêtres est étroitement lié à l'offrande des plats végétariens et au repas après les cérémonies. Comment dans ce cas, parler sans risque de **contradiction**, de respect de la liberté de culte tout en interdisant tout acte de **"restauration"** ?

En somme, sa réponse ne concerne que la partie technique. Le point principal consistant à mettre fin à **"l'arrêté"** n'a pas du tout été abordé. **Interdire la "restauration" dans la pagode signifie interdire le culte des ancêtres selon le rite bouddhique. Cela signifie porter atteinte à la liberté religieuse.**

Ainsi tant que le problème principal n'est pas résolu, les signatures pour la **pétition** de soutien doivent continuer pour **demande directement l'annulation de "l'arrêté" du 26/7/05.**

Nous vous invitons à venir nombreux à la **Fête de la Mi-automne** et aussi à la cérémonie de prière pour la mise en place de la poutre principale de toiture à la **nouvelle pagode d'Evry le dimanche 18/9/05 de 10h à 18h.** Vous prendrez aussi connaissance des dernières nouvelles concernant la pagode de Bagneux.

Le Vénérable responsable de la pagode Khanh Anh.

# GIÁO HỘI PHẬT GIÁO VIỆT NAM THỐNG NHẤT ÂU CHÂU



*Chùa*

Association Bouddhique

*Khánh Anh*

Bagneux ngày 30/8/2005

Lá thư thứ 2

**Kính gửi Bà Marie Hélène Amiable  
Thị Trưởng thành phố Bagneux  
Hôtel de ville  
57 Avenue Henri Ravera. 92220 Bagneux**

Kính thưa Bà Thị Trưởng.

Lá thư của bà đề ngày 23/8/05, gửi đến Hội chúng tôi cho thấy bà có nhiều lo lắng đến vấn đề an ninh và vệ sinh cho công chúng mà Hội chùa chúng tôi là nơi sinh hoạt của một tín ngưỡng tôn giáo có rất nhiều tín đồ đến lễ bái sinh hoạt nhất là vào những ngày lễ lớn hay vào dịp cuối tuần.

Mặt khác, bà Thị trưởng cũng đề nghị cho một cuộc gặp gỡ giữa Tòa thị chính và Hội chúng tôi để kiểm điểm lại về các vấn đề nêu trên, ngõ hầu đem lại lợi ích cho công chúng. Và, như trong thư đã gửi đến bà Thị trưởng cùng ngày 23/8/05, chúng tôi cũng đã đề nghị một cuộc gặp gỡ tương tự như vậy trong thời gian sắp tới đây.

Một lần nữa, chúng tôi xin cảm ơn thiện chí của bà Thị trưởng đã dành cho Hội chúng tôi.

Nhân đây, chúng tôi cũng xin được phép, trở lui lại những vấn đề mà bà Thị trưởng có nêu ra trong thư (ngày 23/8/05) về **2 vấn đề an ninh và vệ sinh** tại chùa Khánh Anh chúng tôi (14 av Henri Barbusse, Bagneux).

Trước khi nhận thư của bà Thị trưởng (đề ngày 23/8/05) chúng tôi cũng có nhận được một biên bản (procès verbal constatation) do phái đoàn thị sát của thị xã Bagneux ngày 26/7/05 lập ra (phái đoàn này đến mà chúng tôi không được báo trước, lại là lúc chúng tôi vắng mặt gần như toàn diện để lo cho Khóa học Phật pháp hàng năm kỳ thứ 17 tổ chức tại Amiens từ 21/7 đến 31/7/05). Do đó phái đoàn này đến quan sát đơn phương, không có mặt chúng tôi hay người đại diện có thẩm quyền của Hội, nên trong biên bản ngày 26/7/05 không có chữ ký của người đại diện cho Hội chúng tôi. Một điều lạ lùng hơn nữa, trong biên bản này chỉ thấy duy nhất có một chữ ký của viên cảnh sát thành phố, mặc dầu đây là phái đoàn của thị xã thấy có ghi đủ tên và chức vụ các vị trách nhiệm (như Urbanisme, Hygiène...). Một biên bản như vậy, không biết về mặt pháp lý có được nghiêm chỉnh hay không ?

Tuy nhiên dựa trên biên bản này (ngày 26/7/05), chúng tôi thấy nêu ra các vấn đề có liên quan :

- **Về an ninh :** Đó là hơn 20 bình gaz mà phân nửa còn đầy để tại góc sau của chùa. Đó là một mái hiên chỉ có một sợi buộc dây treo lên cành cây (không có cột chống đỡ)...

- **Về vệ sinh :** Đó là vài bó rau, trái cây tươi bỏ trên kệ ngoài trời bên cạnh những nồi niêu son chảo...

*(chắc chắn bà Thị Trưởng đã có biên bản này)*

Mặc dầu vậy, khi chúng tôi trở về chùa Khánh Anh Bagneux ngày 1/8/05, chúng tôi đã dọn dẹp ngay những bình gaz vì lúc ra đi không đủ thời gian để trả lại các bình trống cũng như thay đổi các bình còn lại (đang dùng làm bếp). Mái hiên che mưa tuy chỉ có treo bằng một sợi dây nhưng với loại dây treo này (dây đai kỹ nghệ dùng chở hàng trên máy bay) có sức chịu đựng trên 300kg. Nhưng một khi quý vị đã nói đến, chúng tôi đã tăng cường thêm cho mạnh mẽ chắc chắn hơn nữa.

Về mặt vệ sinh, những bó rau, trái héo không thành vấn đề, chỉ là đồ thừa không dùng đến nữa, đem bỏ vào thùng rác. Tuy nhiên, một khi phái đoàn của quý vị đã chiếu cố, chúng tôi cũng đã xem xét lại : những gì không được ngăn nắp cũng đều được dọn dẹp, vất bỏ *(vì khi ra đi khóa học không đủ thời gian nên còn để ngổn ngang lộn xộn)*. Ngoài biên bản (ngày 26/7/05) nói trên chúng tôi không có nhận thêm những lời khuyến cáo nào về 2 vấn đề an ninh và vệ sinh trong sinh hoạt của nhà chùa từ trước đến nay gần 30 năm.

Thông thường, khi ra một quyết định đình chỉ hoạt động của một cơ sở nào (ví dụ như một tiệm ăn) cũng phải trải qua một hai lần khuyến cáo yêu cầu sửa đổi điều này điều nọ và cho một thời gian hạn định. Sau khi kiểm tra lại lần chót thấy không đúng tiêu chuẩn yêu cầu, lúc bấy giờ mới có quyết định đình chỉ.

Trường hợp của chùa Khánh Anh (Bagneux) chúng tôi lại không được như vậy. Chỉ dựa vào một biên bản được lập ra ngày 26/7/05 như vừa nêu trên rồi bà phó Thị trưởng nhân danh bà Thị trưởng (đi vắng) để ký ngay một quyết định đình chỉ hoạt động (gọi là "restauration") cùng một ngày hôm đó. Như vậy ngôi chùa Phật giáo của chúng tôi hoạt động hơn 30 năm qua được đối xử chưa bằng một tiệm ăn !

Trong thư trả lời ngày 23/8/05, bà Thị trưởng có nói : **vi tình trạng cấp bách để bảo đảm an ninh cho công chúng, nên phải ra quyết định ngay trong một ngày** (không cần phải khuyến cáo hay hội họp mất thời gian ?). Lối biện luận này, mới nghe qua có vẻ hữu lý. Nhưng nghĩ lại, thiếu gì cách giải quyết nhẹ nhàng ổn thỏa hơn. Nếu vì các bình gaz nguy hiểm,

chỉ cần một lời khuyến cáo hay một cú điện thoại gọi chúng tôi hãy phân tán gấp (các bình gaz), thì tức khắc mọi việc sẽ được giải quyết ngay. Đàng này không phải như vậy.

Bằng chứng khi chúng tôi trở về ngày 1/8/05, các bình gaz vẫn còn đó. Phật tử vẫn lui tới sinh hoạt bình thường. Và sau khi đem trả hết các bình trống và thay thế các bình còn lại vào các bếp gaz (*đang dùng*) cho đến ngày Đại lễ Vu Lan 21/8/05, Phật tử vẫn về chùa tham dự đông đảo, (*và cho đến ngày nay*) đâu có việc gì xảy ra nguy hiểm do các bình gaz (*để nấu bếp*) và cái mái hiên (*chi treo bằng sợi dây dai kỹ nghệ, nhưng 2 đầu có móc sắt gắn vào tường*).

Mặt khác, một phái đoàn thanh tra gồm có các vị trách nhiệm về an ninh và cứu hỏa do bà Thị trưởng gửi đến ngay trong ngày Đại lễ Vu Lan 21/8/05 với số Phật tử đông đảo gần 300 người tham dự. (Trong thư 23/8/05, bà có xác nhận). Phái đoàn đã được đón tiếp và xem xét nhiều nơi. Khi ra về vị trưởng đoàn đã cho chúng tôi biết không có gì đáng gọi là quan ngại và nguy hiểm vào bậc nhất !

**Thế thì, cái gì gọi là có tánh cách cấp bách nguy hiểm để phải ra quyết định "Khẩn Cấp" trong một ngày mà không cần thông qua các thủ tục thông thường ?**

Còn trong thư bà Thị Trưởng có nói đến tiêu chuẩn vệ sinh (norme d'hygiène). Như trên chúng tôi đã trình bày, ngoài cái biên bản ngày 26/7/05, chúng tôi không thấy 1 cơ quan hữu trách nào cho chúng tôi được biết những gì cụ thể gọi là đúng "**norme d'hygiène**" cho các chùa Phật giáo chúng tôi chỉ dùng các món ăn chay như rau cải, đậu hũ và không có uống rượu.

Tóm lại, chúng tôi **chưa được một lần chỉ dẫn hay khuyến cáo nào về hai vấn đề an ninh và vệ sinh trong gần 30 năm qua**. Và hiện nay, nếu chúng tôi không làm, cũng chưa được thấy một bản tiêu chuẩn nào về vệ sinh trong việc nấu đồ chay tại các chùa Phật giáo Việt Nam (*tức là đồ chay kiểu Á Đông, không phải Ấn Độ...*). Bỗng nhiên bà Thị trưởng ra quyết định đình chỉ tức khắc việc nấu đồ chay tại chùa Khánh Anh để cúng bái ông bà mà bà gọi là "**restauration**" không tôn trọng "**norme d'hygiène**" thì làm sao những người có tín ngưỡng thờ cúng tổ tiên như chúng tôi không khỏi ngạc nhiên và bức tức.

Ngoài ra, cũng trong thư ngày 23/8/05, bà thị trưởng nêu ra có nhiều lời than phiền của những người chung quanh. Còn trong biên bản ngày 26/7/05 thì nói rõ hơn chỉ có **lời than phiền về tiếng ồn** của người láng giềng. Nếu chúng tôi không làm, đó là người ở đối diện xéo với chùa Khánh Anh, phía bên kia đường Henri Barbusse, cách cửa chính của chùa trên 20m. Vào những ngày đầu tháng 7/05 năm nay, thời tiết quá nóng, có ngày lên gần 30°. Do đó cửa chính của Chánh Điện phải mở ra cho có chút gió mát, và cũng do đó mà âm thanh tiếng tụng kinh buổi trưa khoảng 14giờ vang ra bên ngoài. Nhưng âm thanh muốn bay đến nhà anh ta phải xuyên đại lộ Henri Barbusse, lúc nào cũng có xe chạy qua lại ồn ào. Thế mà anh vẫn nghe được ! Và đã có ít nhất 2 lần anh ta tự tiện băng qua đường Henri Barbusse vào trong sân chùa bước lên tam cấp đóng ngay cửa chính của Chánh Điện trong khi mọi người đang tụng kinh. May mắn, mọi người Phật tử giữ được bình tĩnh không có phản ứng gì. Nếu có một người nào đó đứng ra kinh cãi, xô xát gây thương tích thì trách nhiệm này thuộc về ai ? Vì một người bình thường không thể tự tiện xông vào nhà người khác đóng cửa, huống chi đây là ngôi chùa của bao nhiêu người trong giờ cầu nguyện. Việc này đáng lẽ chúng tôi đi thưa anh chàng phạm pháp đó mới phải thì ngược lại anh đi khiếu nại chùa chúng tôi với thị xã.

Tiếp theo lời khiếu nại của người đối diện với chùa Khánh Anh, đáng lẽ thị xã đứng ra tìm hiểu vấn đề gọi là "**gây tiếng ồn**" để giải quyết tại chỗ hay khuyến cáo chúng tôi. Đàng này lấy lý do có lời khiếu nại của người hàng xóm, thị xã cử ngay một phái đoàn đủ các trách nhiệm (Urbanisme, Hygiène...) đến thị sát lập biên bản ngay mà không cần cho biết trước, không cần có sự hiện diện của người trách nhiệm. Rồi sau đó, cùng một ngày, ra quyết định cấm "**sinh hoạt restauration**" ngay tức khắc ! Việc làm này khiến chúng tôi nghĩ có cái gì không được bình thường nếu không muốn nói là lạm dụng quyền hành một cách quá đáng !

Lâu nay tôi nghe người ta thường nói có một số người Âu Mỹ (*tôi xin nhấn mạnh chỉ có một số người*) khi nghĩ về những người đến từ các châu khác, trong đó có người Việt Nam, họ thường nhìn qua những người này như có cái gì, bất hợp pháp, gian lận, dối trá, ngu dốt, sống không có vệ sinh, bừa bãi, mất trật tự...

Tôi đã sống trên đất Pháp hơn 30 năm, biết khá rõ điều này. Cho nên tôi luôn luôn kêu gọi mọi người, nhất là trong cộng đồng Phật tử và đồng hương Việt Nam chúng tôi, nên cố gắng tập thích nghi theo hoàn cảnh mình đang sống, nên tuân theo những lề luật phép tắc của chánh quyền địa phương chỉ dẫn. **Nhưng chắc chắn tôi không thể nào ngăn cản được họ những phản ứng tức thời khi mà họ cảm thấy bị áp đặt một cách phi lý, bị đối xử một cách khinh miệt, bất công, dẫm đạp lên cả những nguyên tắc tự do căn bản của một nước có truyền thống dân chủ và nhân đạo**. Bởi một lý do đơn giản: 30 năm trước đây họ là những người đã phải liều chết bỏ xứ ra đi chỉ vì muốn được sống tự do và hành đạo mà không bị đàn áp.

Thưa bà Thị Trưởng,

Lá thư của bà đề ngày 23/8/05 gửi cho Hội chúng tôi, nghe đâu cũng là lá thư mà bà đã gửi trả lời cho tất cả những người có gởi kiến nghị về tòa thị chánh Bagneux hoặc bằng lối e-mail hay bằng lối bưu điện. Điều này cũng đã đem lại một kết quả tương đối. Đó là gây hoang mang sợ hãi cho nhiều người. Nhất là những người có thờ thân nhân và cúng giỗ hàng năm tại chùa Khánh Anh (Bagneux). Họ liên lạc về chùa để hỏi thăm : chùa có còn sinh hoạt được không hay là phải đóng cửa ? Ông Bà tổ tiên của họ để thờ ở chùa có còn được cúng giỗ hàng năm như đã thực hiện trong 30 năm qua hay không ? Nhất là trong thư (23/8/05) có đoạn bà nói **tôn trọng tự do tín ngưỡng nhưng chỉ lo lắng về phương diện an ninh và vệ**

**sinh cho công chúng mà thôi.** Điều này khiến cho họ càng thêm sợ hãi, vì họ nhớ lại kinh nghiệm đau thương khi đã sống ở những nước mà họ phải từ bỏ ra đi vì chánh quyền các nước đó cũng đã nói gần gần như vậy. Đó mới là điều nghịch lý. Họ còn hỏi thêm chúng tôi **tại sao chùa đã hoạt động gần 30 năm nay, bây giờ thị xã mới tỏ ra lo lắng về vấn đề an ninh và vệ sinh của mọi người ? Phải chăng có dụng ý gì đây ?**

Do đó mà chúng tôi mới có bức thư dài dòng này gửi đến bà thị trưởng và cũng là gửi cho tất cả những người Phật tử và đồng hương Việt Nam tại Pháp và tại các nước Âu châu, nhất là hơn 600 gia đình có thờ thần nhân tại chùa Khánh Anh và cúng giỗ hàng năm, (vì ở xa, không biết rõ tình hình) đang nóng lòng lo ngại về cái nghị định 26/7/05 của thành phố **cấm không cho làm cỗ chay cúng ông bà tổ tiên của họ tại chùa** (mà bà gọi là restauration) mặc dầu trong thư (23/8/05) bà Thị trưởng có nói tôn trọng tất cả truyền thống tín ngưỡng hiện có tại thành phố Bagneux mà **không đá động gì đến cái nghị định cấm đoán nêu trên. Và theo chỗ tôi được biết, cho đến hiện nay (30/8/2005), đã có hơn hai ngàn người ở Pháp và ngoài nước Pháp gửi kiến nghị về Bagneux tỏ bày ý kiến xin hủy bỏ ngay nghị định 26/7/05.**

Thưa bà Thị Trưởng,

**Nhân vô thập toàn**, con người không phải ai ai cũng là thánh thiện. Do đó tất cả những gì thiếu sót, lầm lẫn đều có thể giải tỏa cảm thông qua tinh thần xây dựng, hiểu biết, khoan dung và bình đẳng giữa con người và con người. Tôi tin tưởng rằng : nếu dựa trên cơ sở này chúng ta có thể giải quyết được những gì còn làm vướng mắc dù có khó khăn trở ngại đến đâu chăng nữa.

Trong khi chờ đợi một cuộc gặp gỡ đầy thông cảm giữa Tòa thị chánh Bagneux và Hội Phật giáo chùa Khánh Anh, xin bà Thị trưởng nhận nơi đây lời chào trân trọng và ưu ái của chúng tôi.



Ven Thích Minh Tâm

Hội Trưởng Hội Phật Giáo Khánh Anh

Chủ Tịch Giáo Hội Phật Giáo Việt Nam Thống Nhất Âu Châu.

Bản sao đồng kính gửi :

- Monsieur le Préfet des Hauts de Seine
- Monsieur le Sous-Préfet d'Antony
- Monsieur le Commissaire de Police de Bagneux, Chef de la Circonscription de Bagneux
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- Monsieur le Responsable du Service de la Police municipale

**14 Av Henri Barbusse. 92220 Bagneux (FRANCE) tél : 01 46 55 84 44. fax : 01 47 35 59 08. E-mail : kxanh@free.fr**

Lợi dụng chỗ còn lại ngắn ngủi trong bức thư này, chúng tôi xin thông báo đến bà con xa gần vài điều cần thiết :

1/- Xin tiếp tục gửi kiến nghị thư (Pétition) về thị xã Bagneux đòi hủy bỏ nghị định (arrêté) 26/7/05. Trong thư nên xoay mạnh vào điểm chính : **tôn trọng tự do tín ngưỡng của chùa Việt Nam tức tôn trọng phong tục thờ cúng tổ tiên tức là có cúng mâm cơm, và sau đó gia đình con cái thân bằng quyến thuộc dùng cơm tại chùa.** Như vậy không thể gọi chùa làm "restaurant" được. **Cấm "nấu cơm cúng Ông Bà và dùng cơm tại chùa" là vi phạm tự do tín ngưỡng.** Kiến nghị này có thể viết bằng tiếng Pháp, tiếng Anh hay tiếng các quốc gia Âu châu rồi gửi về chùa Khánh Anh, chùa sẽ chuyển đến thị xã Bagneux.

2/- Các vấn đề an ninh, vệ sinh, xây cất hợp lệ hay không hợp lệ chỉ là những vấn đề thứ yếu, họ tìm cách tránh né, đánh lạc hướng thổi phồng cho to chuyện, làm người nghe sợ hãi quên mất điểm chính. Mục đích chính của họ là hạn chế sinh hoạt của chùa Khánh Anh (nếu triệt tiêu luôn được, càng tốt) bằng cách gây ra sợ hãi, hù dọa nào là sinh hoạt bất hợp pháp, không đúng norme vệ sinh, an ninh...v...v... và.. vân vân.

3/- Để cho phái đoàn nói chuyện với mairie có đủ lý luận vững chắc, xin quý vị tập trung vào những điểm : **vi phạm tự do tín ngưỡng** (nói một đường làm một nẻo : lúc nào cũng nói tôn trọng truyền thống tín ngưỡng mà lại cấm "sinh hoạt restauration" tại chùa), **kỳ thị, khinh miệt** (người Việt Nam) **là ngu dốt, khiếm nhục** (bằng cách dấn đạp lên thủ tục pháp lý thông thường : vào chùa không báo trước, tự tiện vào lục soát, làm báo cáo đơn phưởng, ra quyết nghị khẩn cấp... trong một ngày mà không có gì là có tánh cách khẩn cấp !).

4/- Xin mời quý vị về tham dự đồng đạo **lễ Trung Thu** và cũng là **lễ Thượng Lương** (đặt đôn dông) **ở chùa Khánh Anh** **mỗi Evry ngày chủ nhật 18/9/05 từ 10 giờ sáng đến 6 giờ chiều.** Tại đây quý vị có thể nghe thêm nhiều tin tức sốt dẻo bổ túc thêm về vụ chùa cũ ở Bagneux.